



Déclaration CFDT-Culture au Comité technique ministériel du 10 juillet 2012

Madame la Ministre,

Les annonces parues dans la presse pourraient forcer notre optimisme. Néanmoins, même si les paroles qui recèlent une fraîcheur militante nous inclinent à vous croire volontaire dans la démarche entreprise afin de restaurer un service public de la culture fort, sur tout le territoire et dans toutes ses acceptions, nous restons inquiets.

Les Français n'ont pas fait le choix d'un changement annoncé pour que se poursuivent les actions qui ont mené à la ruine du service public en général et de la culture en particulier, qui ont mené les citoyens à se voir opposés les uns aux autres.

Aujourd'hui le blocage de la masse salariale des fonctionnaires implique, et vous le savez, le maintien des agents (en particulier ceux des petites catégories) dans des traitements qui frisent l'indécence.

La RGPP doit s'arrêter, c'est la seule règle d'or que nous accepterons d'entendre et vous devez inverser la vapeur : restaurer le service public dans toutes ses composantes, mais aussi reconnaître le travail et les missions accomplies par tous ces agents, titulaires ou non.

Vous avez une lourde responsabilité avec ce gouvernement : l'attente des agents comme celle du public est immense : vous ne pourrez pas faire autrement que de tenir les engagements, tous les engagements, même ceux qui ont été énoncés du bout des lèvres de crainte d'apeurer en pleine campagne présidentielle ou pendant celle des législatives, par le candidat Hollande et les élus socialistes.

Ce n'est pas seulement à la démesure de ce que le gouvernement précédent avait entrepris de détruire, c'est à la mesure de la nécessité de bâtir une société qui n'isole pas, n'humilie pas par le travail.

Ne pas tenir les engagements serait perçu comme une trahison identique à celle de la signature du traité de Lisbonne, cela reviendrait à narguer les citoyens qui vous ont élus et à démontrer que la démocratie actuelle pourrait être réduite à n'être que le fantôme ou la marionnette des marchés - quels qu'ils soient - et des barons de l'économie mondiale.

Et nous disons non !

Il est de votre devoir de donner des signes forts de l'engagement réel dans une politique culturelle publique : signes perceptibles par toutes et tous, d'Alençon, où les dentellières sont tombées dans les limbes de la machine administrative, en passant par toutes les écoles d'Architecture où les ATOS sont les grands oubliés de la réforme des universités. Nous ne vous citerons pas tous les chantiers à ouvrir, les camarades l'ont déjà fait, mais sachez qu'aucun d'entre nous, quels que soient son établissement, son statut, son métier ne sera absent si d'aventure il fallait marcher sur ce ministère ou sur celui de Bercy.

Au-delà de toutes les considérations économiques et sociales, il vous appartient aussi désormais, à vous à vos services, à nous donc, de nous réapproprier un langage culturel duquel disparaîtraient les termes "productivité, ratio" et autres lapsus économiques au profit des mots de la création, de l'éducation, des arts, de la recherche...

A l'instar du collectif de chercheurs qui milite pour la *slow science*, créons une *slow culture* où la flânerie de l'âme en permettra son épanouissement tout en luttant contre la surproduction culturelle de masse qui noie tout propos et toute proposition culturelle. Ce n'est pas de l'élitisme c'est bien au contraire une ouverture de l'esprit, une ouverture vers toutes les cultures et pas vers une culture unique et inique.

Les partenariats avec les Google et autres géants gigantesques de la *mass-culture*, comme les *mass-media*, amènent à un aplanissement du choix mais aussi à celui de l'encéphalogramme : et on le sait, ne plus permettre à ses concitoyens de réfléchir, de créer, de paresser nous mène tout droit vers la dictature !

Voilà l'enjeu de votre mandat dans ce ministère : sauvegarder la démocratie pour et en sauvant la culture, pour le public avec les agents, avec tous les agents !